

L'hon. M. Sharp: Ce n'est pas de la politique; c'est l'avenir de notre pays. J'espère bien sincèrement que tous les députés accordent à l'importance de la stabilité et de la responsabilité monétaire et fiscale autant de respect que les ministres des Finances d'ordinaire et j'espère bien que le même esprit régnera lorsque viendra le moment des détails. Maintenant, monsieur l'Orateur, je voudrais...

M. Bell: Comme vous l'avez fait en 1962?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'ai suivi le conseil de l'un des anciens orateurs: ne pas remonter dans l'histoire au-delà l'existence du Parlement actuel. Je m'abstiendrai de le faire, car je sais alors ce que je pourrais dire. Je me borne à la présente législature et à l'attitude des députés qui y siègent maintenant.

M. MacInnis: Vous ne connaissez pas votre histoire.

L'hon. M. Sharp: Je voudrais revenir sur notre problème et parler un peu de sa nature. Il faut d'abord nous préoccuper, pour l'envisager correctement et sans parti pris—en gardant le sens des réalités—de la pénurie de capital, ou si vous voulez, de l'épargne. L'habitation ne requiert pas seulement une main-d'œuvre et des matériaux dont nous pouvons d'ailleurs améliorer la disponibilité. Même le gouvernement fédéral a un rôle dans ce domaine, et bon nombre des efforts entrepris ces derniers temps par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration contribueront, je crois, à améliorer la situation.

Nous pouvons également améliorer nos méthodes de construction, mais l'habitation requiert aussi des capitaux sous forme d'épargnes. Dans le domaine de l'habitation, la plupart des acheteurs ne sont pas en mesure de payer comptant. Presque tous réclament un prêt pour construire leur maison. Quelqu'un d'autre, par conséquent, doit avoir de l'argent en caisse pour leur permettre d'acheter leur maison quand ils la désirent.

Les épargnes pour financer l'achat et la location de maisons sont aujourd'hui rares, et j'ai tout lieu de croire qu'elles le resteront au cours des prochaines années. Pour obtenir des capitaux, l'habitation doit rivaliser avec l'industrie et les gouvernements. Il nous faut des capitaux pour créer des emplois dans l'industrie, et les gouvernements en ont besoin pour bâtir l'infrastructure: les routes, les écoles et les autres éléments que les gouvernements doivent fournir pour rendre les villes habitables.

• (8.50 p.m.)

Il n'y a aucune solution facile à ce problème. Le Canada devra faire face à une pénurie de capitaux, au cours des quelques prochaines années, et nous devons certainement nous adresser à l'étranger pour obtenir de fortes sommes. Le Conseil économique, dont le rapport a été cité à de nombreuses reprises, l'a reconnu.

Une voix: Pas par Walter Gordon.

L'hon. M. Sharp: C'est une déclaration que j'ai souvent faite et que mon collègue le président du Conseil privé a également faite en de nombreuses occasions. Nous devons emprunter des capitaux à l'étranger pour faire face à nos nombreux besoins. Nous devons nous efforcer d'établir les priorités avec intelligence et réalisme. Il ne sera pas facile, je crois, de déterminer les mesures les moins importantes lorsque le temps sera venu de faire un choix. L'épreuve à laquelle doivent se soumettre ceux qui croient aux priorités, ce n'est pas d'établir les priorités, mais de reléguer certaines initiatives au dernier rang. Voilà les véritables problèmes auxquels nous devons faire face pour nous assurer qu'il y a suffisamment de fonds pour le logement.

Si, en ce domaine, on doit être en mesure de soutenir la concurrence pour l'emprunt des capitaux dont on aura besoin d'ici quelques années, il faudra offrir des conditions attrayantes aux investisseurs. Je regrette d'ajouter que dans les circonstances actuelles, cela signifie des taux d'intérêt plus élevés que dans le passé.

Les taux d'intérêt au Canada doivent être assez élevés, par rapport à ceux des États-Unis, pour que nous puissions attirer chez nous les capitaux nécessaires pour combler notre pénurie. C'est un fait. Nous n'y pouvons rien à moins d'accroître nos propres épargnes et nous ne pouvons pas le faire assez vite pour nous dispenser du capital étranger. Par conséquent, nos taux d'intérêt doivent être établis en fonction de ceux des États-Unis. Les taux d'intérêt au Canada doivent nous permettre d'équilibrer nos demandes de capitaux et les fonds disponibles grâce aux épargnes tant intérieures qu'étrangères.

Je me préoccupe des taux d'intérêt élevés. Je regrette vivement qu'ils aient dû monter. Il en a été ainsi dans tout le monde occidental. Les taux sont à la hausse dans les pays industrialisés comme dans les pays sous-développés. Comme je l'ai dit aujourd'hui à l'appel des motions, j'étais à Rio de Janeiro la semaine dernière. J'ai pu y rencontrer tous les ministres des Finances du monde. Nous nous sommes réunis en groupes parfois nombreux, parfois restreints. L'un des principaux problèmes dont nous avons discuté a été celui des taux d'intérêt. J'ai confié en blague